

# ZÉRO NET

Justice: nuire au climat  
ne doit pas être un privilège 4

Économie neutre en CO<sub>2</sub>:  
comment réussir la transition  
8, 10, 11, 12, 18

Jeunes grévistes et BAS:  
que font les banques  
pour le climat? 14

Le magazine pour un usage différent de l'argent

# moneta

# 3  
2019



## ZÉRO NET

- 4 « Nuire au climat ne doit pas être un privilège »
- 6 La grève en faveur du climat stimule le désinvestissement
- 8 « Techniquement, le zéro net est réaliste »
- 10 Une entreprise en transition
- 11 Ne pas désinvestir, mais bien agir !
- 12 Une OPA hostile... pour une bonne cause

## LES PAGES DE LA BAS

- 14 Toute l'actualité de la Banque Alternative Suisse

## EN PERSONNE

- 24 Martin Neukom: « Le modèle de la société à 2000 watts est dépassé »

## Zéro émission, oui, mais comment?



La mobilisation des jeunes grévistes aide les adultes à mieux saisir ce que la science répète depuis un bon moment déjà : le réchauffement climatique ne doit pas dépasser 1,5 degré par rapport au niveau préindustriel. Pour y parvenir, nous devons impérativement ramener à zéro nos émissions de gaz à effet

de serre, et cela implique d'arrêter totalement d'extraire et de consommer charbon, pétrole brut et gaz naturel. Nous devons en outre retirer une grande quantité de CO<sub>2</sub> de l'atmosphère. Mais comment vivre, habiter, travailler, voyager sans combustibles fossiles ? Autrement dit : comment décarboner notre économie et notre mode de vie ?

Dans ce numéro de moneta, nous donnons la parole à différentes personnes qui s'intéressent de près à la question. Martin Neukom, par exemple : l'élection de ce politicien Vert au conseil d'État zurichois a créé la surprise au printemps dernier. Directeur cantonal des travaux publics et responsable de la politique climatique, il porte les espoirs du mouvement en faveur du climat. Ou Ivo Wallimann-Helmer, éthicien du climat et de l'environnement à l'Université de Fribourg, qui étudie la façon dont les mesures drastiques de protection du climat, devenues incontournables, peuvent être socialement équitables et compatibles avec nos acquis libéraux.

Christian Zeyer est convaincu que l'objectif « zéro net » est techniquement atteignable. L'association Swisscleantech, qu'il dirige, représente un nombre toujours plus élevé d'entreprises suisses engagées pour un avenir neutre en CO<sub>2</sub>. Nous en invitons deux dans les pages suivantes : Energie 360°, le fournisseur zurichois de gaz qui s'est récemment réorienté vers les énergies renouvelables, et Younergy, pionnier romand du solaire, qui se lance à la conquête de la Suisse alémanique en posant des installations photovoltaïques sur des centaines de maisons individuelles.

Je suis très heureuse que deux jeunes en faveur du climat s'expriment dans ce numéro de moneta. Anika Brunner et Dominik Waser échangent leurs points de vue avec Martin Rohner et Michael Diaz, de la BAS, sur plusieurs sujets : responsabilité des banques en matière de politique climatique, investissements dans le charbon et le pétrole, désinvestissements, et ce que la BAS pourrait faire encore mieux.

*Katharina Wehrli, rédactrice en cheffe*

## moneta #3-2019

Le magazine pour un usage différent de l'argent

moneta paraît quatre fois par an en français et en allemand et il est envoyé gratuitement aux clientes et clients de la Banque Alternative Suisse SA (BAS). La reproduction de textes et d'illustrations propres est soumise à une autorisation écrite de la rédaction et doit impérativement indiquer la source.

Éditrice Banque Alternative Suisse SA

Direction de la rédaction Katharina Wehrli (kw)

Rédaction Esther Banz (eb), Roland Fischer (rf),  
Katrin Pilling (kp), Muriel Raemy (mr)

Rédaction en ligne Katrin Pilling

Traduction Sylvain Pichon

Annances Bruno Bisang

Graphisme Clerici Partner Design, Zurich

Illustrations Claudine Etter

Impression ROPRESS Genossenschaft, Zurich

Papier RecyStar Nature, 100 pour cent papier recyclé

Adresse Banque Alternative Suisse SA, moneta,  
Amthausquai 21, case postale, 4601 Olten,  
téléphone 062 206 16 16, moneta@abs.ch

Tirage de ce numéro 8500 exemplaires

Encarts Les encarts qui n'émanent pas de la BAS sont des publicités qui nous permettent de couvrir les frais de production.

Info importante sur les encarts et les annonces Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce magazine, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.

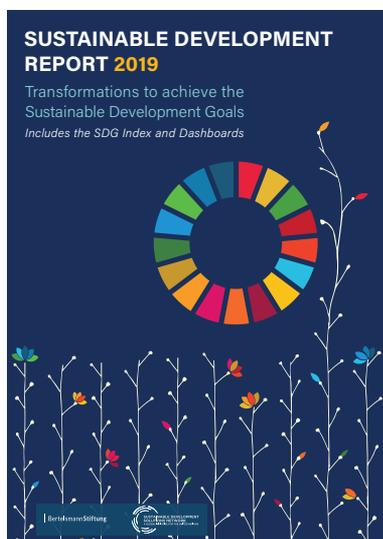
Si vous êtes client-e de la BAS et déménagez, veuillez communiquer votre nouvelle adresse par écrit ou via le système d'e-banking.

Magazine en ligne : retrouvez les articles phares de moneta sur [www.moneta.ch](http://www.moneta.ch)

## La Suisse engendre des coûts élevés hors de ses frontières

Quatre ans ont passé depuis que la communauté internationale s'est engagée à mettre en œuvre 17 objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030. Il s'agit par exemple de lutte contre la pauvreté et la faim, de mesures contre les changements climatiques, ou encore de meilleures possibilités de formation. Selon le rapport ODD actuel, aucun pays n'est en voie d'atteindre tous les objectifs d'ici 2030. De sérieux rattrapages vont s'imposer, notamment en matière de protection du climat et de consommation durable.

Bien que les pays industrialisés soient les plus proches de leurs objectifs en matière de développement durable, leur niveau de vie élevé et leurs habitudes de consommation engendrent des coûts écologiques et économiques considérables dans des pays tiers, ce qui les empêche de réaliser les ODD. Cela est dû, par exemple, à une forte demande en huile de palme et en viande bovine, qui encourage la déforestation. Le soutien apporté par des pays du Nord aux paradis fiscaux et comptes secrets peut contribuer à détourner des fonds destinés à des pays en développement, dont ils ont pourtant urgemment besoin. La Suisse est à la première place du classement de ces facteurs de coûts, suivie par Singapour et le Luxembourg. (kw)



Le rapport complet et de plus amples informations sont disponibles en anglais et en allemand à l'adresse suivante: [www.bertelsmann-stiftung.de/en/topics/latest-news/2019/june/long-in-words-but-short-on-action-un-sustainability-goals-are-threatened-to-fail](http://www.bertelsmann-stiftung.de/en/topics/latest-news/2019/june/long-in-words-but-short-on-action-un-sustainability-goals-are-threatened-to-fail)

## Climat: GIEC, ONU et pression de la rue



Du 2 au 8 août, des déléguées et délégués des 195 États membres du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) se sont réunis-e-s à Genève pour discuter le rapport qui analyse « les changements climatiques, la désertification, la dégradation des terres, leur gestion durable, la sécurité alimentaire et les flux de gaz à effet de serre dans les écosystèmes terrestres ». Ce gigantesque programme a été synthétisé dans un résumé de 65 pages à l'intention des décideuses et décideurs. Les conclusions, aussi inquiétantes qu'encourageantes, montrent que bien qu'érodés, dégradés et menacés par la surexploitation agricole, par l'usage de pesticides et par la déforestation, les sols font également partie de la solution. Le GIEC présente un changement d'alimentation et de modèle agricole comme un moyen efficace de préserver cette ressource primordiale, laquelle – entre autres – stocke de grandes quantités de CO<sub>2</sub>.

Ce rapport arrive alors que le consensus international autour de l'objectif de réchauffement limité à 1,5 degré d'ici 2050 n'est toujours pas acquis. Les scientifiques du GIEC rappellent que les lois de la physique et de la chimie, couplées à des changements de vie et à des investissements conséquents, peuvent y contribuer et renvoient les États à leurs responsabilités. Ceux-ci se réuniront dans le cadre du sommet international sur le climat organisé par l'ONU à New York, en septembre. D'ici là, une manifestation d'envergure nationale aura lieu le 28 septembre à Berne, trois semaines avant les élections fédérales: la population suisse exigera de ses politiques et politiciens des actions concrètes en faveur d'un climat durable et équitable. (mr)



[www.ipcc.ch/2019](http://www.ipcc.ch/2019), [www.klimademo.ch](http://www.klimademo.ch)  
(« I bike to move it »: itinéraires en étoile vers Berne.)

## Nous aujourd'hui: des émissions de vulgarisation

À bord de leur bus électrique solaire, Marc Muller, ingénieur en développement durable, et Jonas Schneiter, journaliste à la RTS (Radio télévision suisse), parcourent la Suisse romande à la rencontre de celles et ceux qui portent des projets durables et innovateurs. Les quarante émissions de la saison 1 et celles de la saison 2 – en cours – sont à visionner sur [www.nous-aujourd'hui.ch](http://www.nous-aujourd'hui.ch). À noter: sous l'onglet « finance », les émissions qui concernent l'économie circulaire, la finance verte, les monnaies locales – y compris un portrait de la Banque Alternative Suisse! (mr)

---

**Depuis sa fondation, la Banque Alternative Suisse (BAS) soutient de manière cohérente la durabilité sociale et écologique. Elle offre une large gamme de prestations bancaires à ses 35 000 clientes et clients dans toute la Suisse.**

**Nous recherchons des**

### MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

femmes ou hommes, engagé-e-s et aux compétences stratégiques, de préférence avec de l'expérience dans les domaines du conseil en placement, de la gestion de fortune ou du financement. Vous partagez les valeurs de la BAS et souhaitez l'accompagner dans sa progression?

**Nous nous réjouissons de recevoir votre candidature. La date limite d'inscription est fixée au 20 octobre 2019.**

Vous trouverez des informations détaillées sur [www.bas.ch/postes-vacants](http://www.bas.ch/postes-vacants). Anita Wymann, présidente du conseil d'administration, répondra volontiers à vos questions ([anita.wyman@abs.ch](mailto:anita.wyman@abs.ch)).



# « Nuire au climat ne doit pas être un privilège »

**Des évolutions rapides et radicales sont nécessaires pour limiter les changements climatiques, mais qui doit les entreprendre? Pour répondre à cette question, Ivo Wallimann-Helmer évoque les devoirs des États, la justice, les acquis libéraux ainsi que les bons et mauvais côtés de la démocratie.**

Propos recueillis par Florian Wüstholtz

**moneta: Ivo Wallimann-Helmer, la jeunesse de «Vendredis pour le futur» réclame la justice climatique. Qu'est-ce que cela signifie exactement?**

**Ivo Wallimann-Helmer** La justice se fonde en principe sur l'égalité de traitement. En matière de climat, la convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques stipule qu'il est de notre responsabilité collective de préserver le système climatique. La question se pose toutefois de savoir comment partager équitablement cette responsabilité: qui doit prendre quelles mesures et qui a droit à quelle compensation? Les plus gros producteurs d'émissions sont évidemment ceux qui ont le plus de devoirs. Cela concerne surtout l'hémisphère nord.

**Mais nous ne pouvons pas répondre des agissements de nos grands-parents.**

D'un point de vue libéral, c'est exact. Il paraît inconcevable que les personnes vivant aujourd'hui doivent répondre des actes de leurs ancêtres. Nous ferions donc mieux de nous demander à qui profitent le plus, actuellement, les émissions d'antan. De ce point de vue aussi, nous – l'hémisphère nord – avons un plus grand devoir d'agir. Non parce que nous avons causé les émissions passées, mais parce que nous en profitons.

**Que voulez-vous dire?**

Les émissions passées constituent en grande partie le socle de notre prospérité. Nous continuons de profiter de l'industrialisation qui a bâti notre économie, et nous bénéficions en même temps du fait que beaucoup de nos marchandises sont produites à l'étranger.

**Quels pièges éthiques faut-il éviter pour atteindre la justice climatique?**

Je m'oppose à des directives strictes sur la quantité exacte pouvant être émise. Selon moi, un mécanisme est nécessaire pour que le prix nous indique l'impact de notre comportement sur les changements climatiques, par exemple au moyen de taxes ou de certificats. Gardons toutefois à l'esprit que de nombreuses mesures – comme l'augmentation du coût des carburants ou de la TVA – tendent à léser les couches sociales défavorisées. Les mesures climatiques ne doivent pas induire d'autres injustices.

**Le mouvement en faveur du climat et l'initiative pour les glaciers vont plus loin: ils exigent que les émissions nettes de gaz à effet de serre soient ramenées à zéro en Suisse d'ici quelques années et considèrent cela comme un devoir éthique. Qu'en pensez-vous?**

Il est évident que nous devons limiter les changements climatiques, car ils entraîneront de plus en plus de violations des droits de la personne. Le mouvement et l'initiative vont donc assurément dans le bon sens, mais de mon point de vue de scientifique, je ne peux pas dire s'ils sont politiquement réalistes et économiquement raisonnables. Ils représentent un défi majeur pour la Suisse, d'autant plus que nous devons atteindre les objectifs unilatéralement et sans compensation à l'étranger.



### ***Cela est-il faisable?***

Nous sommes dans tous les cas obligés de changer radicalement notre mode de vie : manger moins de viande, moins recourir à la voiture et à l'avion. En outre, la Suisse devra probablement passer par des solutions techniques pour extraire des gaz à effet de serre de l'atmosphère.

### ***Pourquoi donc?***

Deux tiers des modèles scientifiques qui considèrent comme atteignable l'objectif de l'Accord de Paris partent du principe que nous utiliserons des moyens techniques pour filtrer à grande échelle le CO<sub>2</sub> de l'atmosphère et le stocker dans le sol. En réalité, nous devrions même viser un total négatif d'émissions.

### ***Ce sera difficile. Ne vaudrait-il pas mieux interdire certains modes de vie ou, au moins, les rendre extrêmement coûteux?***

Comme en ce qui concerne les règles strictes en matière de niveaux d'émission, je crois que dans les sociétés libérales, chaque personne devrait pouvoir décider par elle-même la manière de mener sa vie. Nous devons éviter que les comportements qui nuisent au climat deviennent un privilège de riches, alors que les moins nantis verraient leurs libertés et modes de vie fortement restreints.



### ***La solution consisterait-elle à édicter des interdictions valables pour tout le monde?***

Les interdictions font partie de notre société, bien sûr, mais elles intègrent aussi des dilemmes éthiques. Nous nous accordons sur le fait que les changements climatiques peuvent avoir des conséquences dévastatrices, ce qui justifie certaines interdictions. Or, trop nombreuses, elles sapent notre conception de la liberté. Si chacune et chacun peut décider d'adopter un mode de vie respectueux du climat, nous la préserverons tout en concrétisant des mesures climatiques efficaces.

### ***D'accord, mais nous atteignons difficilement des objectifs climatiques ambitieux sur une base volontaire.***

Le soutien de l'État est évidemment incontournable. Celui-ci doit instaurer des conditions-cadres afin que nous puissions mieux percevoir et comprendre les impacts de nos propres actions. Par exemple avec des informations pertinentes ou, comme je l'ai dit avant, avec des changements de prix. Nous devrions pour cela préserver autant de marge de manœuvre que possible pour les décisions. Souvenons-nous aussi que dans une démocratie, il incombe aux citoyennes et citoyens de veiller à ce que l'État protège le climat. Nous devons élire et voter en conséquence; faire pression sur le monde politique, dans la rue et dans le débat public, afin de garantir l'efficacité et l'équité de la protection du climat.

### ***Les changements climatiques sont une urgence éthique. Nous devons agir rapidement et mettre en œuvre des solutions. Les processus démocratiques et approches éthiquement prudentes ne vont-ils pas bien trop lentement pour cela?***

Tout à fait. D'ailleurs, plusieurs spécialistes de l'éthique climatique et environnementale soutiennent que des dictatures agiraient plus vite. Or, je répète qu'il est important de protéger nos acquis. Faire table rase de la démocratie représente un tout dernier

recours, à ne pas prendre à la légère. En démocratie, les décisions s'avèrent parfois lentes ou mauvaises; nous devons vivre avec cette contradiction.

### ***Démocratie ou pas, on entend souvent dire que la Suisse, ce petit pays, ne peut de toute façon pas faire grand-chose.***

Imaginez que Guillaume Tell ait été convaincu de son impuissance en tant qu'individu... Même si l'engagement de la Suisse a peu d'impact direct, nous devons déclencher un mouvement et rallier d'autres États. C'est ainsi seulement que nous pourrions déployer un effet global. Si tout le monde reste les bras ballants, nous nous retrouverons vraiment dans la pire des situations. Ayons confiance dans le fait que d'autres nous suivront. L'initiative pour les glaciers est également à considérer sous cet angle, car elle suscitera des décisions et mesures politiques appropriées.

### ***En Suisse, outre les banques et les assurances, on trouve aussi beaucoup de multinationales. Quelle est leur responsabilité?***

Voilà une question à laquelle l'éthique climatique s'intéresse encore trop peu. De nombreuses entreprises sont devenues des structures interétatiques dotées d'un grand pouvoir. Il leur appartient de s'impliquer judicieusement et de répondre de leurs actes. En tant qu'actrices collectives, elles ont un rôle à jouer dans le changement climatique. Leur responsabilité est donc proportionnelle. Elles doivent réduire leurs émissions et prendre des mesures de soutien. ●

Photo: mäd



**Ivo Wallimann-Helmer** est professeur en sciences humaines de l'environnement à l'Université de Fribourg. Il s'occupe de climat et d'éthique environnementale et il travaille actuellement sur les manières de différencier les responsabilités en matière de protection du climat. Il examine plus précisément le rôle des institutions démocratiques ainsi que la gestion des dommages et pertes climatiques.



**Le mouvement de désinvestissement des énergies fossiles a pris de l'ampleur en Suisse. Voilà pourquoi certaines caisses de pension publiques ne financent au moins plus le charbon, particulièrement néfaste pour le climat. Dans les grandes banques, en revanche, rien ne bouge.**

Texte: Stefan Boss

# La grève en faveur du climat stimule le désinvestissement

Je rencontre mon interlocuteur dans un petit café au centre de Berne. L'homme à la barbe blanche et à la chemise rayée assis en face de moi œuvre à mettre aussi en lumière les impacts négatifs du secteur financier sur le climat. Son nom est Sandro Leuenberger et il est responsable de la campagne Alliance climatique suisse, qui exhorte les caisses de prévoyance et les banques à retirer leurs capitaux des entreprises actives dans les énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz naturel). «L'un des trois piliers de l'Accord de Paris sur le climat de 2015 exige de réorienter les flux financiers vers une économie verte», rappelle ce militant de 68 ans, afin de justifier son engagement. Pour lui, la Suisse et son importante place financière devraient s'engager bien davantage.

## **La place financière, levier primordial pour le climat**

Même la Confédération a reconnu qu'il fallait agir. En 2015, l'Office fédéral de l'environnement a publié l'étude «Risque carbone pour la place financière suisse»,

laquelle examine l'impact climatique des portefeuilles d'actions des banques et caisses de pension. Le document conclut que les placements des instituts de prévoyance helvétiques financent, à eux seuls, autant d'émissions de gaz à effet de serre que la Suisse en produit sur son territoire (ménages, transports, industrie et agriculture confondus). Sur cette base, l'Alliance pour le climat a calculé que l'ensemble de la place financière suisse contribue à vingt-deux fois plus d'émissions de gaz à effet de serre que celles de notre pays dans ses frontières. «La place financière est, de loin, le principal levier dont dispose la Suisse pour surmonter la crise climatique mondiale», affirme Sandro Leuenberger.

Lui et ses camarades de lutte sont convaincus que, pour contenir les changements climatiques, une grande part des réserves d'énergies fossiles doit rester dans le sol. Et de préciser: «Notre campagne s'attaque au modèle commercial des entreprises actives dans les énergies fossiles.» Il souhaite que les compagnies pétro-

lières comme Exxon Mobil aux États-Unis (avec la marque Esso) se repositionnent et soutiennent les énergies renouvelables ou abandonnent leur activité économique. Glencore, dont le siège est en Suisse, se trouve aussi sous le feu des projecteurs, car le charbon représente une large partie de son chiffre d'affaires. Si de plus en plus d'investisseuses et investisseurs se retirent de ces sociétés, le cours de leurs actions chutera et elles subiront des pressions économiques pour changer d'approche commerciale. Parmi les grandes compagnies pétrolières, seule l'ancienne Statoil (aujourd'hui Equinor), en Norvège, réoriente sérieusement son modèle d'affaires vers les énergies renouvelables, selon M. Leuenberger.

### Évaluation publique des caisses de pension

Ce mouvement de retrait des investissements dans les énergies fossiles, appelé « désinvestissement », a démarré dans les universités étasuniennes. À l'instar de la campagne contre l'apartheid en Afrique du Sud, dans les années 1970, il s'agit maintenant de faire pression sur les entreprises actives dans les énergies fossiles partout dans le monde. Le mouvement pour le désinvestissement s'est étendu à la Suisse voilà quatre ans, quand la petite ONG Fossil Free a lancé une pétition invitant les plus grandes caisses de retraite à désinvestir. Sandro Leuenberger, membre actif de Fossil Free, était de la partie. Il a rejoint depuis lors l'Alliance climatique en tant que bénévole. Sur le site web de l'Alliance, il tient une liste assez longue, mais très instructive, qui évalue les investissements des fonds de pension de notre pays sous l'angle de leur compatibilité climatique. M. Leuenberger utilise trois couleurs bien connues dans la signalisation routière: le rouge signifie « non compatible avec le climat », l'orange « premiers pas effectués » et le vert « investissements compatibles avec l'Accord de Paris sur le climat ».

Certes, le nom de la plupart des caisses de retraite figure en rouge, mais beaucoup de choses ont changé depuis que la caisse fédérale de pension Publica a cessé d'investir dans le charbon, il y a trois ans. Les fonds de prévoyance des cantons de Genève et Zurich lui ont emboîté le pas. Celui de la ville de Zurich va même plus loin, en transférant d'une manière générale ses investissements vers des entreprises qui émettent ou provoquent moins de gaz à effet de serre. Selon M. Leuenberger, la caisse de prévoyance du canton de Lucerne suit une approche encore plus respectueuse du climat, car son processus de décarbonisation prend également en compte les obligations. « Nous envisageons même de la faire passer au vert », relève-t-il.

### L'angoisse de la bulle de carbone

En Suisse romande et alémanique, l'Alliance climatique a créé seize groupes de contact au sein desquels assurées et assurés peuvent discuter, avec leur caisse de pension, d'une stratégie de placement respectueuse du climat. L'argument économique trouve encore plus d'écho auprès des investisseurs institutionnels: si l'Accord de Paris pousse les États à renforcer leur engage-

ment en faveur du climat, certains placements – notamment dans le charbon – perdront soudain beaucoup de valeur. La crainte d'une telle bulle de carbone a convaincu Publica de renoncer à financer cette source d'énergie.

Pendant ce temps, dans les banques, presque rien ne bouge. À l'exception notable de la Banque Alternative Suisse, qui a toujours appliqué des critères d'exclusion stricts et n'investit pas dans les énergies fossiles. En juillet, une cinquantaine de militantes et militants ont bloqué les sièges de Credit Suisse et UBS, à Bâle et Zurich, faisant les gros titres de certains médias. Greenpeace a participé à l'opération. Selon l'un de ses rapports, les deux grandes banques suisses comptent parmi les dix principaux bailleurs de fonds, en Europe, pour des entreprises particulièrement nuisibles au climat.

La politique aussi met la pression sur les instituts financiers. La conseillère nationale Verte Adèle Thorens (VD) a déposé une initiative parlementaire demandant à la Banque nationale suisse d'adopter une politique d'investissement respectueuse du climat. En général, l'idée du désinvestissement rencontre également un écho favorable en Suisse romande. Il existe par exemple un mouvement fort dans le canton de Vaud – Divest Vaud –, soutenu par Jacques Dubochet, lauréat il y a deux ans du prix Nobel de chimie. Sans oublier l'appui de l'Église catholique: les diocèses de Lausanne, Genève et Fribourg ont examiné leurs placements et préconisé le désinvestissement, dans un communiqué de juin 2019. En ligne avec l'encyclique écologique « Laudato Si » du pape François, dans laquelle il appelle à un revirement de pensée en faveur de l'environnement.

Quelles sont les répercussions des grèves étudiantes en faveur du climat sur le mouvement de désinvestissement? Sandro Leuenberger est persuadé qu'elles l'ont accéléré: certains responsables de caisses de pension lui auraient affirmé qu'il est temps d'agir, en faisant référence aux jeunes pour le climat. Certaines caisses sont en train de revoir leur stratégie d'investissement. Notre interlocuteur se réjouit en outre que l'Association suisse des institutions de prévoyance ait intégré de nouveaux risques climatiques dans ses lignes directrices. Et de conclure: « La grève pour le climat est efficace! » •

**Pour toute information supplémentaire:**  
[www.fossil-free.ch](http://www.fossil-free.ch)  
(en langue allemande, mais avec des liens vers les sites web de l'alliance dans d'autres pays, en différentes langues)

## Une vaste alliance pour le climat

Fondée en 2004, l'Alliance climatique rassemble 80 organisations en faveur de la protection du climat, actives dans la protection de l'environnement, le syndicalisme, la coopération au développement, la jeunesse et les Églises. Les grandes associations environnementales comme Pro Na-

tura, le WWF et Greenpeace s'impliquent également. L'Alliance climatique invite à participer à la « manif nationale climat » à Berne, le 28 septembre 2019.

[www.alliance-climatique.ch](http://www.alliance-climatique.ch)

# «Techniquement, le zéro net est réaliste»

**Alors que le lobby pétrolier continue à se battre contre les objectifs de réduction des gaz à effet de serre et que les jeunes s'insurgent pour sauver le climat, de plus en plus d'entreprises helvétiques œuvrent à un avenir neutre en CO<sub>2</sub>. L'association Swisscleantech les représente politiquement. Christian Zeyer, son directeur, évoque les élections à venir, le lobbying et les nouvelles technologies clés.**

Propos recueillis par Esther Banz

**moneta** : Christian Zeyer, votre association Swisscleantech a fêté en juin dernier son dixième anniversaire à la Haute école technique de Rapperswil. Vous avez alors dit à la conseillère fédérale Simonetta Sommaruga, à propos de la transition énergétique, «j'ai l'impression que nous avons perdu courage». Qui était ce «nous»?

**Christian Zeyer** Je parlais de la Suisse, de ses sphères politiques et d'une large partie de l'économie helvétique. Nous faisons face à des défis énormes et nous nous accrochons peureusement à la situation actuelle.

## Les douze étapes de Swisscleantech vers un avenir durable

- 1 Adapter les bâtiments pour gagner en efficacité.
- 2 Produire de la chaleur sans CO<sub>2</sub>.
- 3 Électrifier les transports.
- 4 Créer des chaînes de mobilité et flexibiliser le travail.
- 5 Augmenter la production d'électricité durable.
- 6 Créer de nouvelles incitations sur le marché de l'électricité.
- 7 Investir dans les réseaux électriques et le stockage.
- 8 Se rappeler que l'énergie la moins chère est celle qui n'est pas consommée.
- 9 Power-to-X: transformer l'eau par craquage avec l'énergie solaire.
- 10 Favoriser l'économie circulaire.
- 11 Déterminer un prix mondial pour le CO<sub>2</sub>.
- 12 Exploiter les avantages de la numérisation.

### Informations supplémentaires sur

[www.swisscleantech.ch/fr/la-voie-vers-un-avenir-respectueux-du-climat](http://www.swisscleantech.ch/fr/la-voie-vers-un-avenir-respectueux-du-climat)

**Swisscleantech se décrit comme une plaque tournante pour les petites et grandes entreprises novatrices, qui s'engagent en faveur du virage énergétique et de la durabilité climatique. Ressent-on aussi ce découragement chez vos membres?**

Quand je discute avec eux, je suis toujours impressionné par leur confiance en l'avenir, par leur capacité d'y voir des chances et par leur volonté de les saisir. Hélas, nous sommes encore trop peu. Nous avons grand besoin d'un réel mouvement économique pour davantage de durabilité.

**Que faut-il pour que les entreprises soient plus nombreuses à se comporter de manière véritablement durable?**

Il leur faut des conditions-cadres qui les soutiennent dans cette démarche. Or, aujourd'hui, les comportements destructeurs sont souvent récompensés et l'engagement durable est puni. La nature appartient à tout le monde et son exploitation est généralement gratuite. Elle subit alors des dommages aux dépens de chacune et chacun. La politique doit définir des conditions-cadres qui changent cette situation et rendent profitable une approche respectueuse de l'environnement.

**Simonetta Sommaruga a suscité l'espoir, à Rapperswil, en déclarant qu'une politique énergétique axée sur la durabilité est un cadeau pour la place industrielle suisse,**

**car les investissements resteront dans le pays au lieu de partir vers ceux du Golfe.**

Oui, mais gardons à l'esprit qu'en Suisse, toute politique doit réunir une majorité. Simonetta Sommaruga peut pavoiser, mais si rien ne change? C'est le parlement qui décidera, ou plus précisément celles et ceux que nous élirons cet automne.

**L'industrie pétrolière met le parlement sous forte pression, avec des émissaires de l'Union pétrolière, d'Economiesuisse, du TCS et de tout le secteur automobile. Et vous?**

Nous sommes la seule voix politique de l'économie qui s'engage pour modifier les conditions-cadres dans tous les secteurs. Nous représentons actuellement un peu plus de 300 membres directs et 20 associations. Parmi les quelque 400 000 entreprises que compte notre pays, toutes n'ont pas comme nous l'ambition d'une économie durable. Nous voulons donc continuer à grandir et à nous renforcer.

**Swisscleantech applique-t-elle des critères d'exclusion vis-à-vis de ses membres?**

Non, nous accueillons toutes les entreprises qui signent notre charte et croyons qu'il vaut la peine d'atteindre la neutralité carbone le plus tôt possible.

**Collaborez-vous avec des associations environnementales?**

Nous parlons à tout le monde, mais en nous considérant comme un mouvement économique, nous nous distinguons délibérément des ONG.

**Que pensez-vous des exigences de la jeunesse en faveur du climat pour atteindre la neutralité carbone d'ici 2030?**

Voilà un objectif noble qui échouera probablement. Pas à cause de la technologie, mais de l'absence de mise en œuvre par la population et l'écono-

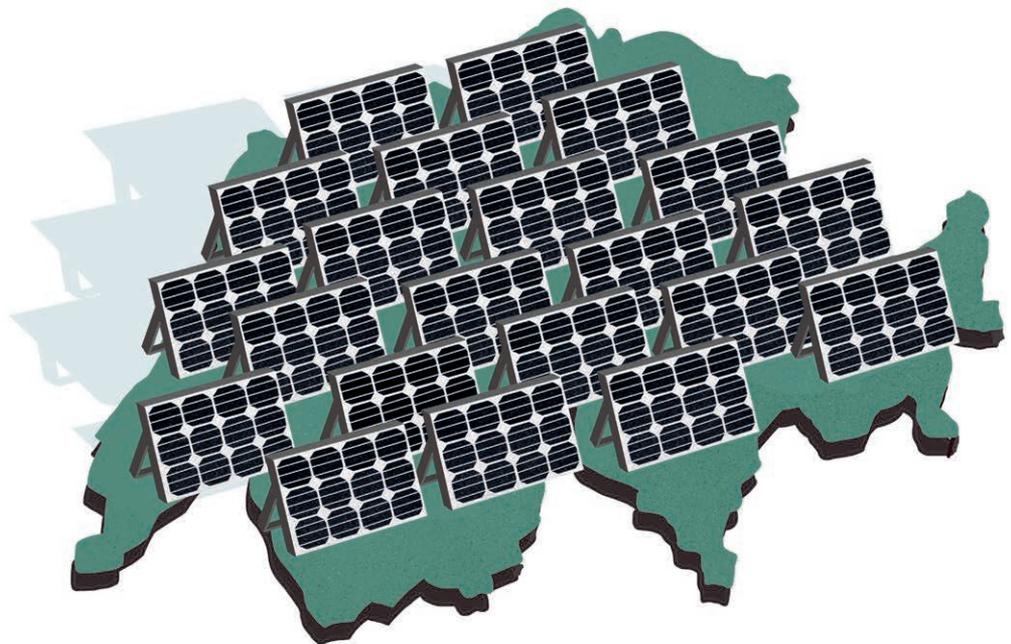
mie. La volonté de changement est encore trop faible dans l'économie suisse, sauf parmi nos membres. J'ai l'impression que la plupart des gens se posent sur leur canapé, regardent les informations et assistent sans bouger aux bouleversements qui affectent le climat et notre planète. Pensent-ils que ça ne les concerne pas? Ils ne voient pas que faute d'agir rapidement, le canapé deviendra bientôt beaucoup moins confortable.

***Si nous sommes incapables de concevoir que tout ça puisse changer un jour, est-ce parce que les choses vont encore relativement bien?***

Autre hypothèse: tout va bien et nous croyons que si nous agissons, ça ira moins bien. La très classique politique de l'autruche. Et, bien entendu, cette peur est exploitée. Une vision permettrait de contrer cela. Techniquement, le zéro net est réaliste, sûrement d'ici 2050, voire 2030. Nous devrions changer toutes nos priorités et consommer drastiquement moins. Les gens y sont-ils prêts? La seule chose dont je suis certain est que les douze étapes que nous énumérons et expliquons (voir page 8) sont comme les pièces d'un puzzle: elles s'emboîtent et rien ne manque. Reste à les assembler!

***Sur quelles conditions-cadres politiques travaillez-vous actuellement?***

Très concrètement, nous mettons l'accent sur la loi sur le CO<sub>2</sub>, qui sera révisée cet automne. Nous nous engageons pour la poursuite et l'extension de la taxe d'incitation, afin que la loi soit compatible avec l'Accord de Paris sur le climat. Les mesures proposées par le Conseil fédéral constituent assurément un premier pas dans la bonne direction et il devrait être possible d'obtenir une majorité en leur faveur.



***L'objectif de réduction du Conseil fédéral ne cadre toute-fois pas avec l'Accord de Paris, d'où l'initiative pour les glaciers. En approuvez-vous, malgré tout, les grands axes?***

En ce qui concerne les mesures, oui, mais nous aimerions évidemment un objectif plus ambitieux, comme ceux de l'Initiative sur les glaciers, avec un zéro net d'ici 2050.

***La technologie Power-to-X est de celles que Swisscleantech présente comme pilier d'un avenir neutre en CO<sub>2</sub>. Elle consiste à transformer de l'énergie solaire et éolienne en hydrogène, puis en vecteur énergétique par l'ajout de CO<sub>2</sub>. Le Conseil fédéral a récemment consacré un livre blanc au Power-to-X. Qu'a-t-il de si séduisant?***

Si nous développons les énergies renouvelables dans notre pays, en particulier l'énergie solaire, nous aurons d'importants surplus d'électricité, notamment l'été. Mais nous avons aussi besoin d'énergie pour l'aviation, le trafic maritime et le transport de marchandises en général. Le Power-to-X comble cette lacune. Il permet de produire du gaz ou de l'essence synthétique, compacte et stockable. Toutefois, avec la transformation en matière première destinée à la conservation, on perd 50 à 70 pour cent de l'énergie. Pas très efficace. La retransformation en électricité est possible,

mais il en résulte de nouveau une perte. Le principe n'a rien de nouveau, puisque le craquage de l'eau est connu depuis 80 ans. On le voit maintenant comme une partie de la solution, mais il n'est pas la seule solution.

***Swisscleantech s'engage-t-elle aussi dans le secteur financier?***

Oui, nous avons la conviction qu'il doit devenir plus transparent. En achetant des actions ou des fonds structurés, vous ignorez souvent quelles émissions ils génèrent et quels risques ils impliquent en matière de changement climatique. Pourtant, voilà des informations essentielles pour toutes les investisseuses et tous les investisseurs: il faudrait donc qu'elles soient publiques et que la loi veille à cela. Nous devons aussi nous pencher sur la nécessité d'instaurer de nouvelles règles d'investissement pour les caisses de prévoyance. Après tout, elles placent notre argent sans nous demander notre avis. Est-ce que je veux vraiment que cet argent serve à acquérir des actions d'une compagnie pétrolière? •



Photo: mäd

**Christian Zeyer**, ingénieur chimiste EPF, travaille depuis 2009 pour Swisscleantech, qu'il dirige depuis 2017. L'association réunit des entreprises de toutes les branches, engagées dans le développement durable. Elle partage les connaissances, promeut l'innovation et défend des règles politiques faisant avancer l'économie durable.  
[www.swisscleantech.ch/fr/association](http://www.swisscleantech.ch/fr/association)



# Une entreprise en transition

**Une entreprise dont le cœur de métier génère beaucoup de CO<sub>2</sub> peut-elle accomplir le tournant énergétique? «Oui», répond Energie 360°. Le plus grand fournisseur de gaz en Suisse mise désormais sur les énergies renouvelables.**

Texte: Esther Banz

En 2008, la majorité de la population de la ville de Zurich a pris le virage de la société à 2000 watts. Le fournisseur de gaz zurichois Energie 360° (auparavant Erdgas Zürich) a compris le message: le moment était venu de se réorienter. Car la combustion du gaz libère dans l'atmosphère du CO<sub>2</sub> jusqu'alors stocké sous terre depuis des millions d'années.

Peter Dietiker, expert en énergies renouvelables chez Energie 360° et responsable depuis un an de la division énergie, nous reçoit dans son bureau près de la gare de Zurich-Altstetten. Les stores sont baissés, car la canicule sévit. Il raconte comment l'entreprise a dû se réinventer.

## Au commencement était le charbon

À l'origine, le gaz «zurichois» était particulièrement nuisible à l'environnement, car issu de la gazéification du charbon, aux portes de la ville. Au début des années 1970, avec l'ouverture d'un gazoduc de transit international qui traversait la Suisse, il est devenu inutile de continuer avec ce procédé. Erdgas Zürich s'est raccordée à la conduite afin de passer du statut de producteur à celui de fournisseur de gaz. «Nous avons vécu là aussi bien la première grande reconversion qu'une amélioration écologique. Le gaz naturel a remplacé celui, bien plus sale, qui était extrait du charbon», se rappelle M. Dietiker. Mais le gaz naturel n'est pas non plus renouvelable. Avec le vote sur la société à 2000 watts, en 2008, le «gazier» zurichois a perçu la nécessité d'opérer un nouveau changement. Et cette fois non pas pour saisir une bonne occasion, mais parce que tout autre choix n'aurait pas été durable.

La décision a été prise d'augmenter massivement la part des énergies renouvelables. En 2010, Erdgas Zürich a réalisé sa première installation de biogaz à l'échelle in-

dustrielle: l'approvisionnement en biogaz issu de déchets organiques s'est étendu jusqu'à 10 000 ménages. La clientèle a rapidement montré son intérêt pour davantage de gaz renouvelable. Quand les jeunes ont lancé la grève pour le climat, Energie 360° était fin prête: «Depuis 2019, notre mélange standard contient 15 pour cent de biogaz», précise Peter Dietiker. Une part qui devrait atteindre 30 pour cent d'ici quelques années, dans l'objectif de vendre à long terme davantage de gaz renouvelable que fossile.

## Parée pour de nouvelles perspectives

La technologie Power-to-gas (voir en page 9) ouvrira, elle aussi, de toutes nouvelles perspectives à l'entreprise. Le procédé consiste à utiliser du courant solaire et éolien excédentaire pour obtenir de l'hydrogène qui, combiné à du CO<sub>2</sub>, se transformera en gaz synthétique. Cela permet d'exploiter l'énergie solaire et éolienne même la nuit et en hiver. Peter Dietiker poursuit: «Le défi est économique, plutôt que technique. À ce jour, le prix de l'énergie fossile n'inclut pas beaucoup de coûts dits externes. Quand la politique y remédiera, quand la taxe sur le CO<sub>2</sub> s'appliquera à tous les secteurs et reflétera les véritables coûts externes, alors l'énergie renouvelable et le gaz obtenus grâce à cette nouvelle technologie deviendront compétitifs. Il faudra aussi faire tomber les barrières en ce qui concerne les tarifs d'utilisation du réseau.»

Peter Dietiker est tout sauf euphorique, quand il décrit ce qui serait déjà techniquement réalisable à large échelle. Il est convaincu de la pertinence d'un approvisionnement en énergies vraiment renouvelables, dans un avenir proche. Et il assure que cela l'enthousiasme: «Nous devons juste voir plus loin que nos frontières.» Au-delà de la métaphore, il pense au Sahara, où l'on pourrait générer de l'énergie solaire en grande quantité. Et aussi au Nord, où des éoliennes restent souvent immobiles bien qu'elles pourraient fournir beaucoup d'énergie, tout simplement parce que le réseau n'est pas en mesure de l'absorber. Il serait facile de produire du gaz avec ces excédents énergétiques, «mais les aiguillages ne vont pas encore dans cette direction. Pourtant, nous sommes prêts», conclut M. Dietiker. •

«Le défi est économique, plutôt que technique.»

# Ne pas désinvestir, mais bien agir!

**Le mouvement qui vise à désinvestir des entreprises actives dans les énergies fossiles se renforce mondialement, mais certaines voix d'expertes et d'experts en finance durable s'opposent à cette logique d'exclusion des capitaux institutionnels. Elles encouragent ainsi les actionnaires à faire pression sur le modèle d'affaires de leurs entreprises.**

Un commentaire d'Olivier Ferrari

L'article 2 de l'Accord de Paris prévoit de réorienter les flux financiers afin de limiter le réchauffement climatique. Un mouvement devenu mondial tente d'y répondre en retirant – ou désinvestissant – l'argent placé dans des entreprises actives dans les énergies fossiles (voir p. 6). Cela alors que nous consommons compulsivement ces dernières : quotidiennement, en 2016, la production mondiale de charbon a été de 3,5 milliards de tonnes<sup>1</sup>; en 2017, l'extraction de pétrole atteignait 15,486 milliards de litres<sup>2</sup>; en 2015, 3,469 milliards de mètres cubes de gaz naturel ont été produits<sup>3</sup>. Mazout de chauffage, carburant pour les transports (publics ou privés, avions, machines de chantiers et agricoles, bateaux, etc.), solvants, cosmétiques, textiles (nylon, polyester, etc.), détergents, caoutchoucs, adhésifs ou encore médicaments, engrais, pesticides, bitume : notre quotidien dépend des énergies fossiles. Chaque utilisation directe ou dérivée finit par nuire à notre environnement en produisant, entre autres, du CO<sub>2</sub>. Dès lors, de quelles sociétés retirer les capitaux? De celles qui extraient ou de celles qui transforment et utilisent les matières premières fossiles? Est-ce que ces entreprises exclues cesseront réellement leurs activités? Non, et désinvestir revient à cacher la poussière sous le tapis.

## Changer de logique

Lorsque des investisseurs responsables – par exemple des caisses de pension – reprennent leurs capitaux, il est impossible de savoir dans quelles mains se retrouveront les portefeuilles devenus hors de contrôle. Si le but poursuivi est de réduire les émissions de carbone à zéro, le désinvestissement est ici sans impact.

Il faut s'attaquer aux causes de celles-ci : le modèle économique de sociétés avec des vues à court terme. Comment? En intervenant lors des assemblées générales. Des actionnaires acquis à des valeurs sociales ou environnementales – quand bien même elles ou ils ne posséderaient que 0,2 % du capital – se doivent d'y assister et d'y faire entendre leur voix ou leurs questionnements. Fédérer les autres actionnaires, les convaincre de transformer le modèle d'affaires de la société qu'ils possèdent, de consacrer de réels moyens financiers à une transition aussi bien écologique qu'économique est

une démarche qui demande du courage et des convictions. Mais elle est nécessaire pour dépasser le stade de la seule bonne conscience.

Citons le cas de l'entreprise Total qui, sur son site web<sup>4</sup>, déclare ceci : « Nous avons l'ambition que nos métiers bas carbone constituent près de 20 % de notre portefeuille dans 20 ans. Nous sommes déjà pleinement engagés dans le développement des énergies renouvelables, notamment avec le solaire. » Vingt ans pour 20 % ? Ridicule! C'est maintenant que les actionnaires de Total doivent oser voter l'exclusion de toute croissance pour ce qui touche les énergies fossiles, refuser la recherche de nouveaux gisements et consacrer des moyens pour le développement massif des énergies renouvelables. Cela pour sortir à 100 % des énergies fossiles en 2050 ou même plus tôt.

Le débat sur l'urgence climatique doit ainsi conduire les entreprises vers le changement par une action de gouvernance où leurs actionnaires prendraient leurs responsabilités, plutôt que par une exclusion pure et simple, laquelle ne les inciterait pas à repenser leur fonctionnement. Il est également nécessaire d'encourager des investissements conséquents dans des sociétés nouvelles, non cotées en bourse, directement liées aux technologies ayant un impact positif sur l'environnement. •

1-2 [www.planetscope.com](http://www.planetscope.com)

3 Cedigaz et Total

4 [www.total.com/fr/expertise-energies/exploration-production/solaire](http://www.total.com/fr/expertise-energies/exploration-production/solaire)

**Olivier Ferrari**, financier depuis près de 37 ans, a co-fondé Coninco Explorers in finance SA en 1990 et One Creation Coopérative en 2010. Il s'est pleinement engagé dans l'économie réelle avec une spécialisation dans les investissements avec impact sur l'environnement depuis 2006. Il intervient dans les médias sur différents thèmes, en particulier sur les relations entre la sécurité sociale et l'économie réelle. Il a édité plusieurs livres, dont « La nouvelle révolution économique », chez Economica.

« Les actionnaires doivent faire entendre leur voix, quand bien même elles ou ils ne posséderaient que 0,2 % du capital. »

# Une OPA hostile... pour une bonne cause

**Qu'advient-il lorsque la politique chipote et s'abstient de prendre des mesures efficaces contre le changement climatique? Quand le désinvestissement ne dissuade même pas les multinationales de l'énergie de pomper le pétrole à tout va? Faut-il envisager de recourir à des méthodes peu orthodoxes? Récit d'un avenir pas si lointain.**

Texte: Roland Fischer

Steve Abercombie se souvient encore très bien du coup de fil. C'était une journée brûlante de juillet 2020 où, face à des températures de plus en plus extrêmes, les gens semblaient hésiter entre hausser les épaules ou céder à la panique. Steve parcourait ses messages électroniques dans le bureau londonien de Greenpeace. En tant que responsable de la communication, il était l'un des rares à travailler pendant l'été. Le téléphone sonna, l'assistant prononça le nom d'une personne et celui d'une entreprise de San Francisco que Steve ne connaissait pas. Il prit quand même l'appel. Dix minutes plus tard, sa vie avait basculé, mais il l'ignorait encore. En raccrochant, il avait mille questions en tête et rendez-vous, le lendemain, dans un hôtel de luxe du centre-ville.

Kleinhertz Johnson Williams, KJW. Leur site web était aussi pompeux et vague que les explications de Jeff Johnson au téléphone. *Leading the world economy into a different, progressive future*. La firme semblait spécialisée dans le *leverage buyout*, c'est-à-dire le rachat par emprunt: acquisition d'entreprises, prise de contrôle de la gestion, restructuration vers des pratiques commerciales respectueuses du climat. Les rachats pouvaient s'avérer parfois un peu «inamicaux», avait précisé Johnson (en articulant ce mot de façon étrangement détachée), mais il était convaincu d'une chose: «Vis-à-vis du climat, nous sommes réellement amicaux.» Et il leur fallait un professionnel de la communication qui comprenne aussi bien l'économie que l'environnement. Avant de rejoindre Greenpeace, Steve avait justement



travaillé quelques années sur la place financière londonienne. Il avait exercé un de ces emplois dont la disproportion de la rémunération compense l'absence de sens, jusqu'à ce qu'on lui parle du service de communication de Greenpeace. Steve disait volontiers que ce poste l'avait choisi, et non l'inverse. Il aimait son travail et imaginait que Johnson allait lui proposer un mandat de conseil, qu'il refuserait poliment.

Le lendemain, assis dans le hall de l'hôtel après avoir échangé les formules habituelles (« Les amis m'appellent JJ », avait annoncé Johnson en guise de salutations. En hochant la tête, Steve s'était demandé s'ils étaient déjà amis), JJ avait évité les détours : « Steve, diriez-vous que chez Greenpeace, vous pouvez en faire assez pour le climat ? » – « Mais oui, nous avons récemment réussi à fermer une centrale à charbon. » Non, Johnson voulait savoir si Steve pensait que l'économie mondiale était en mesure d'atteindre l'objectif de zéro émission. « Cela dépend de la politique, et je suis moyennement optimiste là-dessus », répondit Steve. JJ affirma qu'il l'était encore moins. Son avis sur les responsables politiques ? Il trouvait les responsables politiques trop obsédé-e-s par leur électorat. « On n'a plus le temps d'attendre que la politique se réveille, Steve ! » Lequel a un souvenir très précis de la façon dont ils s'observèrent alors en silence et de la pensée qui lui vint : « Cet homme, dans son beau costume, n'a vraiment pas l'air d'un activiste environnemental. » JJ lança soudain : « Je crois que nos opinions sont assez proches. » Sans ajouter un mot, il glissa un contrat sur la table. « Attendez, protesta Steve, je ne cherche pas un nouvel emploi ! » JJ se leva et tendit sa carte à Steve. « J'ai malheureusement d'autres rendez-vous urgents. Jetez un coup d'œil au contrat et appelez-moi. Nous avons besoin de vous. Le climat a besoin de vous. » Quel baratin, se dit Steve en regardant Johnson filer. Le climat a besoin de tout le monde ! Il prit le contrat et se mit à le lire, tout en s'enfonçant de plus en plus profondément dans le fauteuil en cuir.

Le lendemain, il rédigeait sa démission. Était-ce le salaire qui l'avait décidé ? Ou ce deuxième coup de fil, pendant lequel JJ s'était montré un peu plus concret ? Ou alors cela tiendrait-il au mélange de mégalomanie et de froid rationalisme climatique accentuant chaque mot que le financier avait prononcé ? Quoiqu'il en fût, un mois plus tard, Steve quitta Londres pour la Californie. Il emporta le strict nécessaire et sous-loua son appartement. À son troisième jour chez KJW, la nouvelle parut : « Une société financière inconnue veut mettre le grappin sur Shell ».

L'onde de choc fut considérable. Steve avait déjà compris que les méthodes de KJW n'étaient pas dénuées d'ambiguïté. Au cours des dernières décennies, d'habiles acrobates de la finance avaient plusieurs fois trouvé moyen de reprendre, restructurer et revendre des entreprises tout à fait saines, que leur direction l'ait voulu ou non. L'économie réelle n'en profitait pas, bien au contraire : un grand nombre d'emplois s'évaporent souvent lors du processus. Steve apprenait maintenant à connaître les subtilités du secteur, les astuces juridiques, la dynamique propre aux leviers qui, correctement placés sur le marché, peuvent faire bouger des

montagnes d'une pichenette. Steve fut surpris de voir à quel point cette activité ressemblait davantage au travail d'un horloger qu'à celui d'un cambrioleur avec son pied-de-biche. Mais ce qui le stupéfia le plus, c'était que ces manœuvres continuaient comme si la crise financière n'avait jamais eu lieu. Bien que le post-néolibéralisme ait donné une image catastrophique des « actionnaires activistes », la réglementation était étrangement peu abondante.

Le soir, au bar, devant un whisky trop cher (une habitude que Steve avait d'abord considérée comme un cliché, mais qu'il adoptait de plus en plus souvent), JJ et ses collègues aimaient à dire que les pionniers du secteur financier leur plaisaient autant pour leur activisme que pour leur ruse. L'essor des pratiques commerciales agressives était retombé quelques années après la crise financière et plus personne n'y croyait. Mais eux avaient commencé à accumuler discrètement de nouveaux capitaux, en convainquant leurs bailleurs de fonds avec un argument qui avait toujours sonné creux jusqu'alors : « Confiez-nous votre argent et nous agissons en faveur du climat. » Les illusionnistes du krach financier avaient montré la voie, égoïstes à outrance. Remettons ça, pour un monde meilleur ! Des gens s'étaient enrichis, ne rechignant pas à se remplir les poches grâce à ces prises de contrôle. Il s'agissait notamment de millionnaires de la Silicon Valley, de gourous du numérique très friands de tout ce qui a l'air subversif.

Il était rapidement apparu que Shell allait devenir la pièce maîtresse du concept. Jusqu'alors, les promesses environnementales de la multinationale avaient surtout été de la belle peinture verte, mais KJW amorça un tournant radical, passant du pétrole aux énergies propres. La tempête se déchaîna, KJW fut attaquée et dut se présenter comme le David du climat contre les goliaths du carbone. C'était là le travail de Steve. Des OPA hostiles ? Les clichés ressurgirent, mais il parvint à modifier la perception du public, qui considéra rapidement KJW comme Robin des Bois, un chevalier du Bien. Une vérité plutôt relative, car tout le monde y gagnait beaucoup, mais cela relevait presque du détail. Le scénario était tout autre, et ainsi s'amollit progressivement la résistance dans les conseils de surveillance et l'actionnariat. Cinq ans plus tard, Shell était méconnaissable : son capital était investi dans d'énormes centrales solaires et, à plus petite échelle, dans la production d'électricité éolienne et marémotrice, aussi bien sous la forme de mégastuctures que de modèles participatifs. Et l'entreprise demeurait très rentable. Dans les sphères de la politique climatique, beaucoup devaient se pincer pour y croire. Les caisses du fonds KJW n'en finissaient pas de se remplir, KJW disposait de leviers toujours plus puissants. La grande tournée de rachats allait pouvoir commencer.

Aujourd'hui, Steve Abercombie a bien entamé la cinquantaine et le monde vient de maîtriser ses émissions de CO<sub>2</sub>. Il y est pour quelque chose. Depuis la fenêtre de son bureau de San Francisco, il regarde au-delà de la baie et songe à reprendre des vacances. Peut-être même dans un pays lointain ? Depuis peu, Virgin vole à l'électricité. ●

Librement inspiré de « *Barbarians at the Gate. The Fall of RJR Nabisco* » (1989), écrit par Bryan Burrough et John Helyar (non traduit en français), qui raconte l'histoire du plus grand – et inamical – rachat par prise de contrôle des années 1980. Le « *New York Times* » a décrit le livre comme « l'un des meilleurs romans d'affaires jamais écrits ».

# LES PAGES DE LA BAS

## DE JEUNES GRÉVISTES DU CLIMAT RENCONTRENT LA BAS

**Pendant leurs manifestations pour le climat, les jeunes expliquent sans relâche les problèmes que posent les investissements des grandes banques suisses dans le charbon et le pétrole, appelant parfois à rejoindre la BAS. Une bonne idée?**

**Dans cet entretien, on parle du secteur financier, d'investissements, de désinvestissements et d'objectif «zéro émission».**

Animatrice de la discussion: Esther Banz Collaboration: Katrin Pilling

### Les intervenant-e-s:

**Anika Brunner,** 20 ans, spécialiste en soins et santé, étudiante en soins infirmiers, militante de la grève pour le climat, candidate au Conseil national pour les Verts zurichois.



**Dominik Waser,** 21 ans, jardinier paysagiste, militant de la grève pour le climat et actif au sein de l'association Grassrooted, candidat au Conseil national pour la Jeunesse socialiste.



**Martin Rohner,** 53 ans, économiste, président de la direction de la BAS.



**Michael Diaz,** 46 ans, économiste et éthicien, responsable du secteur Placement et membre de la direction générale de la BAS.



**moneta: Dans toute manifestation pour le climat en Suisse surgit systématiquement un appel à confier son argent à la BAS plutôt qu'à une grande banque. Pourquoi?**

**Dominik** Les grandes banques placent énormément de capitaux dans les énergies fossiles. L'idée consiste à retirer notre argent de chez elles, même si ce sont de petites sommes par rapport à celles que leur confient les gros investisseurs. Les gens doivent savoir à quel point leur banque peut faire des dégâts!

**Anika** L'argent est le lubrifiant du système capitaliste. Pour notre avenir, l'important est donc de savoir où il va, par exemple dans quelles technologies. Dans les débats sur le climat, il est presque exclusivement question de comportement individuel: Que manger? Dois-je continuer à prendre l'avion? Mais en Suisse, en particulier, où le marché financier nous

donne un poids considérable, il faut absolument aborder aussi le sujet des investissements.

**Comment la BAS perçoit-elle cet appel?**

**Michael** De prime abord, nous nous en réjouissons, car nous y voyons une reconnaissance de notre travail. Et l'argent peut venir. Mais il est encore plus important que le secteur financier change de culture et de comportement.

**Les appels des jeunes grévistes mettent la pression. Peuvent-ils susciter ce changement ou a-t-on besoin de toutes autres mesures?**

**Michael** Pour qu'une sensibilisation se produise, il faudra sans doute qu'une conseillère ou un conseiller à la clientèle fasse remonter cet appel au sommet de la hiérarchie en disant: «Beaucoup de gens me posent des questions sur telle ou telle alter-



Discussion animée sur la terrasse de toit du siège de la BAS à Olten: comment atteindre l'objectif «zéro net»?

natives. Faites quelque chose!» Mieux vaut mettre la pression sur l'ensemble du secteur financier que d'envoyer tout le monde à la BAS.

**La BAS a-t-elle ressenti les appels lors des manifestations en faveur du climat?**

**Michael** À Zurich, oui, il y a une forte demande. Nous avons dû établir des listes d'attente, car nous n'arrivons simplement pas à suivre. Le plus beau est que la clientèle se montre compréhensive!

**Les possibilités d'investissement sont-elles assez nombreuses?**

**Michael** Oui, nous en avons suffisamment, surtout avec notre nouveau fonds de placement, mais il nous faut du temps et, bien sûr, la situation actuelle en matière de taux d'intérêt est difficile.

**Martin** Ce qui nous pose problème n'est pas l'argent qui va dans le secteur Placement, mais celui qui arrive sur les comptes de paiement et d'épargne. À l'heure actuelle, nous sommes dans l'impossibilité de prêter les fonds aussi rapidement qu'ils affluent. Nous versons un intérêt négatif de 0,75 pour cent sur les avoirs temporairement confiés à la Banque nationale suisse; du coup, chaque franc qui entre dans notre bilan nous coûte de l'argent.

**Pourquoi ne pouvez-vous pas accorder davantage de crédits?**

**Martin** Les projets doivent répondre à nos critères et être financièrement viables, donc sans risques excessifs. Vu l'environnement actuel des taux d'intérêt, toutes les banques courtisent les demandeuses et demandeurs de crédit. Un projet photovoltaïque ne viendra plus automatiquement à la BAS: aujourd'hui, tout le monde aimerait le financer à des conditions attractives. Voilà le défi. Alors que nous étions avant plus ou moins seuls dans notre domaine, nous nous trouvons maintenant en concurrence directe avec les autres banques. En outre, nous pouvions auparavant accorder des taux préférentiels à certains crédits, puisque des clientes et clients renonçaient à tout ou partie des intérêts de leur épargne. Cela est devenu impossible à cause des taux négatifs actuels.

**Dominik** Les grandes banques pourront-elles un jour intégrer des valeurs comme celles de la BAS? Est-ce seulement imaginable, vu leur taille?

**Martin** Le capital des grandes banques ne provient pas d'actionnaires comme les nôtres, qui sont des personnes engagées pour la cause. Ces établissements doivent obtenir un rendement sur les marchés financiers internationaux. Les décisions d'investissement y sont en général totalement déconnectées de l'activité économique réelle des entreprises: elles tiennent compte uniquement du risque et du profit. Et si de telles banques mettent de l'argent dans des projets photovoltaïques, ce n'est pas par conviction, mais pour répondre à une clientèle précise.

**Michael** Stratégiquement, les grandes banques avancent avec des œillères. Elles savent bien que financer les énergies fossiles est sans avenir, que l'Accord de Paris va modifier les conditions-cadres. Mais la place financière suisse est connue pour son mépris de tels signes et pour sa résistance au changement, jusqu'à ce qu'il soit trop tard. Pensez au secret bancaire!

**Dominik** Si la BAS devenait une grande banque, pourrait-elle rester fidèle à ses valeurs?

**Martin** La BAS peut faire office d'exemple dans la mesure où, bien qu'elle soit un établissement réglementé avec une gamme complète de services, elle mène ses activités différemment des autres banques, c'est-à-dire de manière équitable, transparente et éthique. Même si je suis certain que la BAS peut encore prendre beaucoup d'importance avec son modèle d'affaires axé sur l'économie réelle, elle n'aura jamais la taille d'une grande banque.

**Le mouvement de grève en faveur du climat revendique un changement de système unique- ment comme plan B. Vous reste-t-il beaucoup de patience, à vous, les jeunes?**

**Anika** Nos ennuis actuels viennent de notre façon de commercer et de consommer. Cela dit, au lieu d'envisager le capitalisme comme un problème, je crois que nous devrions plutôt le voir comme une métaphore. Il n'existe pas «un» capitalisme auquel adresser nos plaintes. Nous faisons toutes et tous partie de ce système; notre nature capitaliste >>>

» se reflète jusque dans notre comportement social. Même si nous n'utilisons désormais que des véhicules électriques et de l'énergie solaire, avec le niveau actuel de consommation, les ressources ne pourraient satisfaire la demande de 9 milliards de personnes en 2050. J'aimerais connaître l'avis des économistes autour de cette table: êtes-vous aussi d'avis que les technologies ne suffiront pas à surmonter la crise climatique?

**Michael** Je doute que nous y parvenions avec de nouvelles technologies plus efficaces. L'expérience montre que même lorsque nous devenons plus économes, l'augmentation de la consommation est telle qu'elle dépasse tout simplement les gains d'efficacité. Et notre consommation excessive a des impacts négatifs. Le problème réside dans la croissance, indissociable de l'utilisation de ressources. Nous devons donc réfléchir à la manière de renoncer à la croissance. En Suisse, cette remise en question demeure taboue à l'échelon politique, car il est très mal vu de dire aux gens qu'ils doivent se restreindre.

**Martin** Je suis du même avis. Nous devons toutes et tous nous ouvrir à cette discussion, mais on peut difficilement désigner un bouc émissaire, car tout est lié est interdépendant: l'économie, la politique, la société. Voilà pourquoi j'ai autant d'estime pour ce que vous faites. Vous avez un rayonnement incroyable.

**Dominik** Ce mouvement existe surtout parce que nous, les jeunes, ne disposons de presque aucune influence. Nous avons peu d'argent et sommes hors des sphères de pouvoir. Et nous voyons l'urgence, le besoin de passer rapidement à l'action! Cela dit, je pense aussi qu'il est important de ne pas montrer les adultes du doigt et les blâmer. Reconnaissons ensemble que beaucoup de choses ont mal tourné et cherchons comment agir. Nous pouvons faire beaucoup, en Suisse.

#### **Qu'est-ce que la BAS pourrait faire de plus, à votre avis?**

**Dominik** Simplement s'exprimer davantage et proposer des alternatives. Cela vaut également pour vous. J'ai eu vent de plusieurs petites initiatives qui pourraient vraiment changer les choses et ont besoin de soutien financier.

#### **La BAS pourrait-elle accorder une sorte de microcrédit à de tels projets? Ainsi qu'aux personnes qui manquent de moyens pour remplacer leur chauffage au mazout par un système neutre en CO<sub>2</sub>?**

**Martin** Nous sommes en train de chercher comment contribuer à la rénovation du parc immobilier suisse. J'y vois un grand potentiel pour la BAS et, avant tout, pour le climat.

#### **Et les petits projets innovants?**

**Martin** Ceux-ci manquent généralement de capital-risque, mais en tant que banque, nos possibilités sont limitées, car l'argent que nous prêtons doit nous être remboursé.

**Michael** Nos ressources humaines sont aussi limitées: en tant que petite entreprise, nous innovons parallèlement à nos activités quotidiennes. Les idées ne font défaut ni dans l'équipe ni dans les réseaux!

**Anika** La BAS joue un rôle important en montrant que l'on peut agir autrement. Ensemble, seulement, nous pourrions résoudre les défis du XXI<sup>e</sup> siècle... ou échouer. Nous devons maintenant obtenir des majorités et sortir de la bulle Gauche-Verts. Nous avons également besoin de personnes issues de la droite: le changement climatique n'est pas qu'un problème de gauchistes et d'écolos.

#### **Les jeunes en faveur du climat incitent au désinvestissement et le voient comme un grand levier. Vous aussi?**

**Martin** Le désinvestissement fera sans doute rétrécir le secteur financier à court terme. À plus long terme, nous espérons que les investissements carbonés - la «mauvaise économie» - seront remplacés par quelque chose de mieux. Mais, je le répète, nous devons toutes et tous apprendre la frugalité. Si cette notion se diffuse, toute l'économie rétrécira.

#### **Autrement dit, les gens qui ont investi dans les énergies fossiles via une grande banque doivent admettre que cet argent va s'évaporer?**

**Martin** Oui, cela fait partie du rétrécissement.

**Michael** Pour l'économie dans son ensemble, on ne doit pas trop attendre du désinvestissement. Bien que les univers de placement excluent souvent l'industrie de la défense, ça ne change rien dans l'économie réelle: aucune entreprise d'armement n'a encore annoncé sa réorientation. Falko Paetzold, de l'Université de Zurich, souligne dans un article que ces sociétés disposent d'énormes flux de trésorerie et peuvent se refinancer. Elles peuvent se passer de la bourse et des banques pour cela.

#### **Alors que faire?**

**Michael** Nous avons besoin de la jeunesse en faveur du climat, du monde politique, des ONG. Nous avons besoin d'information et de transparence pour maintenir la pression. Tout ce réseau est extrêmement important.

**Dominik** Malgré tout, j'attends beaucoup du désinvestissement, car si l'on peut détourner l'argent des énergies fossiles, ce secteur fortement subventionné ne pourra pas se refinancer. Le désinvestissement aura alors fonctionné.

#### **Pour conclure, revenons à votre exigence principale: les jeunes grévistes du climat demandent un net zéro en matière d'émissions d'ici 2030. Comment y parvenir?**

**Anika** Le zéro net d'ici 2030 est ambitieux, mais repose sur des bases scientifiques sérieuses. Avec chaque année passée sans diminution radicale du niveau des émissions, tout s'aggravera et coûtera bien plus cher. Il est essentiel de fixer cet objectif, même s'il semble politiquement peu réaliste.

**Martin** Je ne pense pas que cette demande soit si utopique. Elle est juste. Et même si elle soulève les critiques, nous devons nous y mettre maintenant!

**« LE PROBLÈME RÉSIDE DANS LA CROISSANCE, INDISSOCIABLE DE L'UTILISATION DE RESSOURCES. »**

**Michael Diaz**

# EN MÉMOIRE DE BENJAMIN ZEMANN

(28 août 1964 - 9 juillet 2019)



Quelle a été notre consternation lorsque nous avons appris la mort de Benjamin, le 10 juillet. Peu de temps auparavant, nous discutons à l'occasion d'une séance du conseil d'administration. Puis une grave et courte maladie l'a emporté. Trop vite, trop tôt.

Benjamin a été élu au conseil d'administration de la BAS au printemps 2018. Il y a très rapidement trouvé sa place. Ses questions étaient à la fois constructives et clairvoyantes. Nous avons beaucoup apprécié sa grande expérience et sa vision en tant qu'architecte titulaire d'une maîtrise en aménagement urbain. Des qualités également mises au service du comité des crédits, qu'il avait rejoint en mai 2019.

Nous nous souviendrons de Benjamin comme d'une personne qui ne faisait pas qu'exprimer ses idées: il les réalisait et les vivait. Spécialiste des coo-

pératives, il était aussi membre du conseil d'administration de Geweso, à Winterthour, depuis 2015. Il habitait avec sa famille dans une maison multigénérationnelle de cette coopérative immobilière. Il s'est engagé pour concilier vie familiale et professionnelle, par exemple en plaçant au conseil d'administration pour que le personnel de la BAS puisse participer à la grève des femmes pendant les heures de travail. Et ce n'étaient pas que des mots, car sa famille comptait énormément à ses yeux. Je me souviens du toast que nous avons porté au certificat de maturité de son fils, ou de la façon dont il partageait avec moi les questions qu'il se posait au sujet de l'avenir professionnel de sa fille. Benjamin était tout cela, à mes yeux.

Je l'ai connu comme quelqu'un de calme, très à l'écoute, avec une force créative résolue et assidue. Il avait encore de nombreuses idées pour la BAS, qu'il n'aura pas eu la possibilité de concrétiser. Nous sommes reconnaissants du bout de chemin que nous avons parcouru avec Benjamin et gardons de lui un souvenir ému. Nous adressons nos plus sincères condoléances à son épouse, à sa fille et à son fils.

Sa voix, son engagement et ses solides connaissances nous manquent beaucoup.

Anita Wymann  
Présidente du conseil d'administration

## UN BON PREMIER SEMESTRE POUR LA BAS

### La Banque Alternative Suisse a bien traversé les six premiers mois de 2019

Texte: Simon Rindlisbacher

Le premier semestre de l'année a été positif pour la BAS. Entre janvier et juin 2019, 1092 personnes ont rejoint la Banque. Les fonds de la clientèle ont augmenté de 4,3 millions de francs, passant à 1,607 milliard de francs. Les actifs sous gestion ont progressé de 7 pour cent, pour atteindre 2,071 milliards de francs. Les prêts à la clientèle se sont montés à 1,39 milliard de francs au milieu de l'année, ce qui représente 14,9 millions de francs de plus qu'à fin 2018. Au 30 juin, le total du bilan de la BAS s'élevait à 1,84 milliard de francs, soit une hausse de 2 pour cent.

En ce qui concerne la mobilisation de nouveaux fonds propres, 2019 a aussi très bien commencé: la BAS compte 827 actionnaires de plus qu'à fin 2018. La Banque est aujourd'hui aux mains de 7591 personnes et institutions. Au 30 juin, de nouvelles actions BAS ont été souscrites à hauteur de 5,6 millions de francs. Avec un ratio de fonds propres pondérés en fonction des risques de 23 pour cent, la BAS dépasse de loin les exigences réglementaires.

Le produit net des opérations d'intérêts a été de 9,9 millions de francs et celui des opérations de commissions et de prestations s'est établi à 2,6 millions de

francs. Les charges d'exploitation totalisaient 10,6 millions de francs, en augmentation de 5 pour cent par rapport à la même période de 2018. Le résultat net est un bénéfice semestriel de 2 millions de francs. La BAS prévoit d'atteindre ses objectifs financiers d'ici fin 2019.

#### La BAS en chiffres

Nombre de preneuses et preneurs de crédit  
**1069**

Nombre d'actionnaires  
**7591**

Effectif du personnel  
**117**

Fonds de la clientèle  
**CHF 1 606 570 000**

Prêts à la clientèle  
**CHF 1 388 181 000**

Total du bilan  
**CHF 1 836 078 000**

Fonds propres  
**CHF 228 307 000**

Ratio de fonds propres (pondérés des risques)  
**23,23 pour cent**

Bénéfice semestriel  
**CHF 2 013 000**

### INFO IMPORTANTE SUR LES ENCARTS

Les offres de souscription pour des participations ou des obligations, insérées dans ce journal, n'ont pas été validées par la BAS. Il ne s'agit donc pas d'une recommandation d'achat de la Banque.



UN PROJET DU SECTEUR  
D'ENCOURAGEMENT BAS:



## DES PIONNIERS ROMANDS DU SOLAIRE À LA CONQUÊTE DE LA SUISSE ALÉMANIQUE

**Le jeune entrepreneur Pedro Miranda poursuit un objectif ambitieux. Il veut équiper mille maisons individuelles suisses d'une installation solaire avec sa société Younergy Solar SA, d'ici fin 2020. Il dispose pour cela d'un argument imparable: les ménages n'ont pas à investir un seul franc et paient uniquement l'électricité produite.**

Texte: Mirella Wepf

Fondée en 2016, Younergy Solar SA a démarré plein gaz – ou sous un soleil radieux, plus exactement. Elle a équipé d'une installation photovoltaïque 283 maisons individuelles dans toute la Suisse, un chiffre qui pourrait passer à 450 avant la fin de l'année. Et d'ici fin 2020, son directeur Pedro Miranda veut atteindre le seuil symbolique des mille installations financées. Ted Scheidegger, membre du conseil d'administration de Younergy Solar SA, est intimement convaincu que la jeune entreprise y parviendra, et cela aussi grâce à la BAS: «Sans l'engagement de la Banque Alternative Suisse, jamais nous n'aurions connu un tel démarrage», affirme-t-il. La BAS a cofinancé les 50 premières toitures avec un crédit, puis elle a accompagné Younergy à chaque étape de son développement. Depuis lors, le montant mis à disposition de l'entreprise par la Banque s'élève à environ 2,1 millions de francs.

### Une installation solaire sans bourse délier

Une installation solaire sur une maison individuelle coûte en général entre 15 000 et 20 000 francs. Un investissement qui n'est pas à la portée de chaque propriétaire. Avec l'idée de proposer un abonnement à l'énergie solaire, baptisé «Solar-Abo», M. Miranda et ses partenaires ont manifestement trouvé un marché de niche. Le principe est simple: Younergy finance et construit l'installation solaire, puis vend l'électricité produite aux habitantes et habitants du bâtiment. En contrepartie, celles-ci et ceux-ci s'engagent à acheter le courant au tarif convenu pendant vingt ans.

Grâce à cette offre, les propriétaires s'épargnent les démarches liées au permis de construire, à la réception des travaux, aux demandes de subvention ou aux tâches de maintenance. «Nous nous en occupons et assumons la totalité du risque économique», explique Pedro Miranda. Et d'ajouter que, «dans certains cas, nous avons acquis de l'expérience à nos dépens». Mais tout compte fait, le calcul de Younergy était bon. Pour la clientèle aussi: elle paie nettement moins cher le courant produit sur son propre toit qu'avec une offre d'électricité solaire auprès d'un fournisseur d'énergie local. «Sur demande, nous construisons également des installations pour les propriétaires qui préfèrent qu'elles leur appartiennent», glisse M. Miranda. Les écoles et les entreprises constituent un autre segment de clientèle. Younergy pose en outre des dispositifs de stockage ou des pompes à chaleur, tout en aidant la clientèle à adapter au mieux sa consommation d'électricité aux périodes de production des installations.

### La nouvelle loi sur l'énergie encourage le solaire

La nouvelle loi sur l'énergie, entrée en vigueur en 2018, a facilité la construction d'installations destinées à l'autoconsommation en Suisse ainsi que la création de communautés à cette fin. Ces dernières sont officiellement appelées «regroupements dans le cadre de la consommation propre», ou RCP; il s'agit par exemple d'immeubles dont tous les logements bénéficient de l'électricité solaire produite sur le toit. On peut même regrouper des bâtiments qui se trouvent sur des parcelles différentes. Younergy s'est aussi lancée dans ce segment d'activité en acquérant quinze installations RCP d'une puissance comprise entre 8 et 50 kilowatts crête<sup>1</sup>, dont sept fournissent déjà du courant.

<sup>1</sup> L'unité de mesure kilowatt-crête indique la puissance de pointe d'une installation solaire en kW dans des conditions standard.

### Une expansion rapide

Le domaine dans lequel Younergy connaît actuellement la plus forte progression du nombre de contrats est son activité de départ: la maison individuelle. Depuis la création de la société, l'effectif est passé de trois à vingt-quatre personnes, et il continue de croître. Pedro Miranda, qui a grandi au Portugal, et Manuel Cócera García, d'origine espagnole, ont lancé l'affaire. Ces deux ingénieurs se sont rencontrés à Lausanne, où ils travaillaient dans une entreprise solaire. Vu leurs atomes crochus, ils ont décidé de se mettre à leur compte avec l'idée de proposer un abonnement à l'énergie solaire. Jean-Paul Noujeim, de nationalité libanaise, les a rejoints peu après pour organiser la vente et le marketing de la jeune pousse. Le trio a ainsi pu concevoir une douzaine d'installations en assez peu de temps et avec un capital de démarrage modeste. Il est devenu évident que pour obtenir le financement nécessaire au projet et continuer de grandir, ils allaient devoir intégrer davantage de partenaires.

À la recherche d'investisseurs supplémentaires, Pedro Miranda est entré en contact - via la plate-forme d'affaires LinkedIn - avec Rainer Isenrich, qu'il ne connaissait pas encore personnellement. M. Isenrich est le PDG d'Edisun Power Europe SA, une société suisse qui finance et exploite des installations photovoltaïques dans le monde entier. Impressionné par Younergy, il a recommandé le trio innovateur à l'entrepreneur solaire Ted Scheidegger, qui a ouvert grand sa porte: «J'aurais aimé faire quelque chose de ce genre quand je travaillais chez Siemens, mais ce n'était pas le bon moment», confie-t-il. Il a donc décidé de soutenir Younergy en tant qu'investisseur providentiel (ou «business angel») et de contribuer ainsi à la transition énergétique en Suisse.

### Rentabilité et innovation grâce à la numérisation

Les technologies numériques jouent un rôle déterminant dans le modèle d'affaires de Younergy. Certes, l'entreprise conçoit les installations solaires sur mesure pour chaque bâtiment, mais elle a préconfiguré les composants nécessaires et numérisé tous les processus, de la vente et du montage jusqu'à l'envoi de la facture d'électricité. Elle fonctionne ainsi avec un minimum de coûts. Grâce à son degré élevé de numérisation, Younergy met aussi à la disposition de sa clientèle un es-

pace personnel sur le portail internet. Celui-ci fournit en tout temps de nombreuses données, par exemple la production ou la consommation d'énergie en temps réel. Les clientes et clients peuvent également voir en permanence combien de CO<sub>2</sub> elles et ils économisent en remplaçant le mélange d'électricité à la prise par du courant solaire provenant de leur propre toit.

Les technologies numériques de pointe façonnent aussi les tâches quotidiennes de l'équipe. «En général, deux personnes seulement occupent le bureau de notre siège à Lausanne», relève Pedro Miranda. Les autres vont chez la clientèle ou collaborent sur une base horaire depuis l'Impact Hub, un espace partagé pour entreprises durables à Zurich, ou bien s'asseyent ici ou là avec leur ordinateur portable. La plupart des communications s'effectuent par téléphone, Skype ou courriel. Le travail à domicile fait également partie du modèle d'affaires de Younergy. Outre un minimum de trajets et des frais administratifs moindres, ce système présente un avantage supplémentaire: il favorise la compatibilité entre vie familiale et professionnelle. Le directeur renchérit: «En offrant la flexibilité, nous recevons en retour l'engagement et la loyauté.» Père de deux enfants, lui aussi est content de pouvoir parfois travailler à la maison.

### Expansion dans les Grisons et en Espagne

Aujourd'hui, environ deux tiers des installations de Younergy se trouvent en Suisse romande. Son défi actuel: s'implanter outre-Sarine. «Dans les Grisons, par exemple, nous en sommes au début», souligne M. Scheidegger. «Il faut du temps pour établir un bon réseau de contacts et recruter une équipe efficace dans chaque région.»

L'expansion à l'étranger est aussi à l'ordre du jour: l'Espagne a récemment adopté une nouvelle loi énergétique plus libérale. Manuel Cócera García, membre de la direction, étudie actuellement les chances qui s'offrent à Younergy dans son pays d'origine.

«SANS L'ENGAGEMENT DE LA BANQUE ALTERNATIVE SUISSE, JAMAIS NOUS N'AURIONS CONNU UN TEL DÉMARRAGE» Ted Scheidegger

Photo: mäd



L'équipe de Younergy devant le siège de l'entreprise, dans un incubateur de jeunes pousses à Lausanne. Tout à droite de l'image, Pedro Miranda, fondateur de la société.

# LA BAS REJOINT «SHAREHOLDERS FOR CHANGE»

La BAS est désormais membre de «Shareholders for change» (SFC), que l'on peut traduire par «les actionnaires pour le changement». Ce réseau, constitué d'investisseurs institutionnels, s'engage en faveur d'une économie mondiale qui répond aux objectifs de développement durable fixés par les Nations Unies. Les onze membres de SFC totalisent plus de 27 milliards de francs d'actifs sous gestion. Ils visent en outre à promouvoir la durabilité sur les marchés financiers.

## Parler d'une seule voix

Afin d'atteindre ses objectifs, SFC s'appuie sur une approche dite «d'engagement». Ses membres font usage des possibilités dont ils disposent, en détenant des actions et des obligations, pour entrer en dialogue avec les entreprises financées. Ils participent aux assemblées générales et s'y repré-

sentent mutuellement, ou questionnent directement les conseils d'administration et les directions. SFC se concentre sur trois sujets principaux: les droits du travail et de la personne, la responsabilité fiscale des entreprises et l'équité fiscale, ainsi que le changement climatique. En réunissant leurs voix, les membres se font plus facilement entendre.

## Pousser les entreprises à changer

«En adhérant à SFC, nous voulons faire évoluer les entreprises dans lesquelles notre Banque ou d'autres membres ont investi», explique Michael Diaz, responsable du secteur Placement et membre de la direction générale de la BAS. Il serait plus difficile pour la Banque d'y parvenir seule.

## Plus d'informations:

[www.shareholdersforchange.eu](http://www.shareholdersforchange.eu)

## MENTION «EXEMPLAIRE»: LE NOUVEAU RAPPORT DE DURABILITÉ EST ARRIVÉ



Chaque année, le rapport de durabilité de la BAS rend compte de l'engagement de la Banque en faveur de la société et de l'environnement. Il montre en outre à quel point celle-ci satisfait à ses propres exigences en matière de développement durable. La Global Alliance for Banking on Values (GABV) attribue de très bonnes notes à la BAS pour l'année 2018. La GABV est un mouvement mondial de banques qui partagent les mêmes valeurs éthiques que la BAS, et dont cette dernière est membre. Sur la base du tableau d'évaluation «Sustainable Banking Scorecard», la BAS totalise 93 points sur 100 et a dès lors été jugée «exemplaire».

Le tableau d'évaluation utilise sept indicateurs afin de mesurer le niveau de durabilité d'une banque. Le rapport de durabilité explique plus en détail comment fonctionne la méthode d'évaluation et il commente chaque indicateur par rapport à la BAS.

## Priorité à la protection du climat

La crise climatique est récemment entrée dans le débat public, tout comme la responsabilité des banques, dont il est de plus en plus souvent question. La BAS fait partie de celles qui diminuent constamment les conséquences écologiques de leurs activités et souhaitent augmenter leur impact positif. Le nouveau rapport de durabilité montre comment la BAS agit concrètement sur la protection du climat.

Le rapport complet est téléchargeable au format PDF sur [www.bas.ch/rappports](http://www.bas.ch/rappports)



## APPRENTISSAGE RÉUSSI

Toutes nos félicitations à Ida Estermann, qui a terminé avec succès son apprentissage d'employée de commerce CFC banque. Au cours de ses trois années de formation, Ida a pu découvrir tous les secteurs de la BAS. Nous avons le plaisir de pouvoir continuer à compter sur elle dans l'équipe de conseil à Olten.

Elle travaillera à temps partiel tout en se préparant à passer sa maturité professionnelle d'ici deux ans. Nous souhaitons à Ida plein succès pour la suite de son parcours chez nous.

Photo: mäd



# INTRODUCTION AUX ACTIVITÉS BANCAIRES ÉTHIQUES

**Comment devenir banquière sociale ou banquier écologique? Il n'existe aucun cursus professionnel pour cela. Les universités d'été de l'Institute for Social Banking aident la BAS à former son personnel.**

Texte: Katrin Pilling

Les collaboratrices et collaborateurs de la BAS ont autant d'importance que son modèle d'affaires. Les critères d'exclusion et d'encouragement, appliqués aux placements et aux crédits, définissent le cadre de l'activité économique comme le ferait une loi – ni plus ni moins. Par leurs appréciations et leurs actions, les gens qui travaillent à la BAS rendent le tout vivant et concret. Le personnel traduit les directives et valeurs en activités quotidiennes tangibles, déterminant ainsi la façon dont la Banque évolue. Le recrutement et la formation sont d'une importance cruciale pour la BAS, tout en représentant pour elle un défi majeur: il n'existe aucune manière de se former à une activité bancaire durable, aucun cours où l'on apprendrait à travailler avec des valeurs éthiques, comme il se doit à la BAS. L'université d'été internationale organisée chaque année par l'Institute for Social Banking (ISB) constitue un soutien essentiel à cet égard.

## Pas à n'importe quel prix

L'université d'été est une formation de cinq jours, destinée en particulier aux nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs de banques socio-écologiques. Elle les instruit avec une intensité qu'une

période de familiarisation normale à la BAS ne permettrait pas. Yvonne Steffen, responsable du développement du secteur Financement à la BAS, décrit l'université d'été de Bâle de juin 2019 comme une «pique de rappel, également nécessaire si, comme moi, vous venez d'une banque traditionnelle». Elle prend un exemple pour montrer comment cela peut influencer son travail: «Notre partenaire informatique m'a parlé de processus de numérisation à la BAS, en particulier sous la forme d'hypothèques en ligne. Cela pourrait vraiment améliorer l'efficacité de la Banque, mais il serait alors difficile d'examiner les valeurs éthiques. Nous devons résister à la tentation de trop nous faciliter la vie. L'efficacité, d'accord, mais pas à n'importe quel prix. Avant de suivre l'université d'été, j'aurais probablement mené cette discussion autrement.»

## Porte ouverte sur les activités bancaires éthiques

Monika Gilgen-Keller souligne pour sa part à quel point l'université d'été lui a ouvert des portes sur les activités bancaires éthiques. Après avoir passé plus de 20 ans dans des banques classiques, elle a rejoint l'équipe de la BAS à Zurich en janvier

2019, choisissant ainsi une banque socio-écologique proche de ses propres valeurs. «J'en avais malgré tout une perception assez limitée, qui reposait largement sur ce que les banques traditionnelles entendent par «placements durables», explique-t-elle. «Dans les banques classiques, je n'ai pas pu voir en détail comment l'activité bancaire peut profiter à la société et à l'environnement. Je suis impressionnée par le potentiel des banques socio-écologiques, que l'université d'été m'a fait découvrir.»

Pour Monika Gilgen-Keller, l'université d'été de l'ISB a aussi été l'occasion d'engager des discussions nourries avec des collègues d'autres banques à orientation éthique, par exemple sur le thème «revenir aux causes profondes». Elle ajoute: «Le changement de perspective apporté par cette réflexion inspire désormais mon travail quotidien à la BAS.»

## UNIVERSITÉ D'ÉTÉ 2019

Pour la douzième fois, l'Institute for Social Banking (ISB) a organisé en juin son université d'été internationale, consacrée aux activités bancaires orientées vers les valeurs éthiques. La Banque communautaire libre, à Bâle, a accueilli l'événement.

Quelque 58 personnes provenant de 20 pays ont suivi des conférences, mais aussi échangé leurs connaissances et expériences. Les universités d'été annuelles de l'ISB s'adressent avant tout aux nouvelles collaboratrices et nouveaux collaborateurs de banques socio-écologiques.

**Plus d'informations:**  
[www.social-banking.org](http://www.social-banking.org)



Photo: Stephan Münnich

Cette année, la Banque communautaire libre, à Bâle, a accueilli l'université d'été.

# LE COURRIER

---

**Votre abonnement,  
la garantie d'un  
média indépendant**

---

**Essai Web  
2 mois: CHF 19.-**

---



[www.lecourrier.ch](http://www.lecourrier.ch)

**Schweizer**

Construire pour l'Homme  
et l'environnement:  
des solutions pour la construction durable  
de Schweizer.



Façades  
Bois/métal  
Parois pliantes et coulissantes  
Boîtes aux lettres et à colis  
Systèmes solaires

Ernst Schweizer AG, 1024 Ecublens, [www.ernstschweizer.ch](http://www.ernstschweizer.ch)

SEMAINE DE LA CRITIQUE CANNES 2019

# LE MIRACLE DU SAINT INCONNU

ALAA EDDINE ALJEM, MAROC

«Humour décalé à la Kaurismäki: une belle découverte.»

LE MONDE

trigon-film

AU CINÉMA LE 6 NOVEMBRE

## L'avenir neutre en CO<sub>2</sub> avec l'association économique swisscleantech

*Le temps presse pour la protection du climat. Pourtant la politique climatique suisse ne progresse pas beaucoup. Notamment parce que les associations économiques traditionnelles contribuent à semer la peur.*

*Nous sommes différents. Nous sommes convaincus que protection du climat et économie florissante vont de pair. Pour cela, nous avons besoin d'une sécurité de la planification et de lois adaptées aux entreprises.*

*C'est notre objectif – depuis 10 ans.*

*Nous faisons bouger la politique. Parce que nous voulons une Suisse neutre en CO<sub>2</sub>. Pour cela, les démarches spontanées ne suffisent pas. Il faut un cadre contraignant.*

*C'est ce que nous défendons – depuis 10 ans. Avec ténacité, fraîcheur et un esprit scientifique.*

Devenez adhérent.

[www.swisscleantech.ch](http://www.swisscleantech.ch)



Devenir adhérent

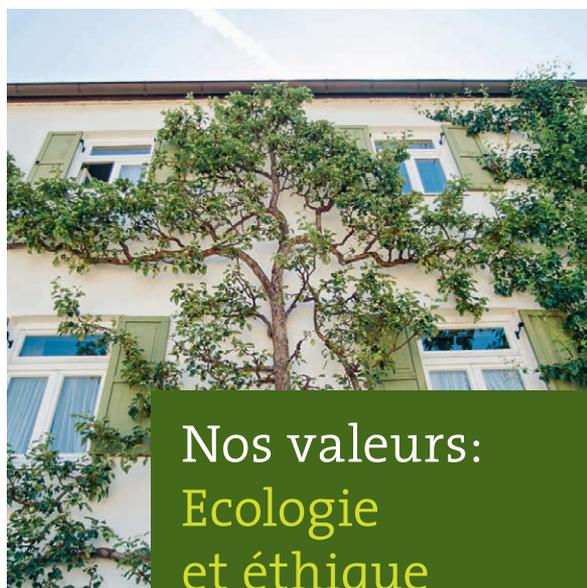
SWISS CLEANTECH

Pionniers d'une économie d'avenir depuis 2009



habitatdurable  
propriétaires responsables

Devenez membre!



Nos valeurs:  
Ecologie  
et éthique

Association des propriétaires pour l'habitat durable

[www.habitatdurable.ch](http://www.habitatdurable.ch)

# « Le modèle de la société à 2000 watts est dépassé »

**Le nouveau conseiller d'État zurichois Martin Neukom s'est clairement engagé en faveur de l'objectif zéro net. Et il occupe une position clé pour l'atteindre: directeur des travaux publics, il est aussi responsable de l'énergie et de l'environnement. Il évoque avec moneta la réorientation de la politique climatique cantonale.**

Propos recueillis par Esther Banz

**moneta: Monsieur Neukom, beaucoup de choses ont bougé dans le canton de Zurich, longtemps aux mains de la droite. Tout d'abord, la population vous a élu vous, un politicien qui défend le climat, au conseil d'État. Peu après, le parlement cantonal – également devenu plus vert – a proclamé l'état d'urgence climatique. Que signifient ces deux événements pour la politique climatique zurichoise?**

**Martin Neukom** Concrètement, le parlement a donné au conseil d'État le mandat de présenter, d'ici une année, un rapport sur la manière dont il entend répondre à l'exigence de ramener à zéro les émissions de gaz à effet de serre (« zéro net »). Dans son dernier programme de législature, le gouvernement a fait de la protection du climat un but à long terme.

**Selon l'hebdomadaire « Schweizer Illustrierte », la lutte contre le changement climatique est pour vous une question de technique. Est-ce vrai?**

Je doute que l'on résolve le problème avec de nouvelles technologies. De même, tout le monde n'adoptera pas volontairement un comportement écologique. La politique devra prendre le taureau par les cornes.

**Mais la technique a aussi un rôle à jouer, non?**

Oui, nous devons soutenir les technologies respectueuses de l'environnement et freiner celles qui sont néfastes. Par exemple, nous aurons de plus en plus besoin du sol comme accumulateur saisonnier, au moyen de pompes à chaleur géothermiques efficaces: en été, on réchauffe le sol avec

de l'énergie solaire et en hiver, on en extrait des calories pour chauffer des logements.

**Que deviendront tous les chauffages au mazout? Est-il imaginable que les propriétaires doivent les supprimer ces prochaines années, avant qu'ils soient amortis, et les remplacer par des systèmes non fossiles?**

Une possibilité est de changer de système à la fin de la vie d'un chauffage au mazout. Les propriétaires devront alors poser de nouvelles fenêtres, isoler le bâtiment, installer une pompe à chaleur ou mettre en œuvre une mesure d'économie d'énergie. Voilà ce que demandent la plupart des cantons à ce jour. Je m'engagerai en outre pour que les personnes qui en font vraiment beaucoup bénéficient d'un coup de pouce financier.

**Souvent, les loyers prennent l'ascenseur juste après la rénovation d'un bâtiment. Comment l'éviter?**

Je n'ai malheureusement pas de solution miracle à ce problème. Nous devons mettre au point des mécanismes pour que les loyers montent aussi peu que possible après des rénovations.

**Si les taxes sur le CO<sub>2</sub> augmentent fortement, comment soulager les gens qui vivent dans un immeuble chauffé au mazout?**

Cela dépend de la manière dont sera appliquée une taxe supplémentaire sur le CO<sub>2</sub>: en tant qu'incitation, elle serait restituée à la population et n'aurait donc rien d'anti-social. Ce serait un jeu à somme nulle, mais je trouve plus intéressant d'économiser l'énergie.

**En 2008, la ville de Zurich a fixé l'objectif de devenir une société à 2000 watts. Est-il dépassé, vu les exigences en faveur du zéro net?**

Le modèle de la société à 2000 watts, apparu au début des années 1990, avait du sens, mais il est aujourd'hui révolu. La protection du climat va désormais au-delà de la diminution des émissions: l'objectif consiste à renoncer aux énergies fossiles pour passer à cent pour cent d'énergies renouvelables, afin de cesser d'émettre du CO<sub>2</sub>.

**Que faut-il pour lancer une « révolution des énergies renouvelables »?**

De la volonté politique. Avec les succès visibles de la mise en œuvre, l'ambiance est au renouveau.

**Êtes-vous confiant dans la réussite de la transition?**

Globalement, beaucoup de choses sont en train de bouger. Le sommet sur le climat de 2009 à Copenhague a beaucoup déçu, mais dans la foulée, le mouvement international en faveur du climat s'est remis en marche à grande échelle. En Chine, l'énergie solaire commence à remplacer le charbon. On voit beaucoup d'actions positives, même si tout n'est pas rose pour autant. Nous avons pris du retard. Je m'attends au pire, en espérant le meilleur.

*L'entretien a été mené par écrit.*



Photo: mad

**Martin Neukom** a 33 ans et il est ingénieur en mécanique de métier. En mars 2019, ce Vert de Winterthour – qui avait déjà siégé au grand conseil zurichois – a été élu au conseil d'État. Avec la direction des travaux, il a pu prendre la tête du département qui l'intéressait le plus. Il représente un espoir pour le mouvement en faveur du climat, bien qu'un large pan de la politique climatique relève de la compétence de la Confédération, par exemple l'aéroport sur sol zurichois.